

# BULLETIN D'INFORMATION

## DG II Démocratie

Numéro 27 - 21 juin 2021

### A LA UNE



Plus de 200 participants ont suivi le 18 juin la journée portes ouvertes des Accords Partiels de la DGII organisée en ligne. La directrice générale de la démocratie a réuni huit Accords partiels lors d'un événement virtuel destiné aux Représentations permanentes, aux représentants des ministères dans les comités intergouvernementaux et au personnel.

Partager un éclairage approfondi sur les travaux des Accords Partiels, mieux comprendre les évolutions et les enjeux majeurs de leur action, tel était l'objectif de la demi-journée de présentation des travaux des Accords Partiels de la DG Démocratie.

Huit présentations sur le rôle des Accords Partiels dans la coopération multilatérale, leurs objectifs stratégiques et leurs défis, ainsi que leur réponse à Covid-19 ont été faites par les Secrétaires exécutifs et les Présidents des Conseils d'administration de :

- Catastrophes majeures et technologiques (EUR-OPA)
- Eurimages
- Interdépendance et solidarité mondiales (Centre Nord-Sud)
- La mobilité des jeunes grâce à la carte jeune

- Centre européen pour les langues vivantes (Centre de Graz)
- Accord partiel élargi sur le sport (APES)
- Itinéraires culturels
- Observatoire de l'enseignement de l'histoire en Europe

Le programme enregistré de cette journée portes ouvertes peut être visionné via la page web dédiée : [Journée portes ouvertes de l'Accord partiel](#)

## DIRECTION DE LA DIGNITÉ HUMAINE, DE L'ÉGALITÉ ET DE LA GOUVERNANCE

---

### EVENEMENTS



### Forum mondial pour la démocratie

Écologisation du secteur de la jeunesse : liste de contrôle de la durabilité

Que peut faire le secteur de la jeunesse pour rendre ses projets et activités plus durables ? Rejoignez-nous pour la présentation de la liste de contrôle de la durabilité, qui servira de lignes directrices pour les initiatives de jeunesse à travers l'Europe. La liste de contrôle a été développée par le partenariat jeunesse de l'UE-CoE, en

coopération avec le groupe de travail sur l'écologisation du secteur de la jeunesse, et en consultation avec des organisations de jeunesse. [LIVE sur Facebook](#).

### **Forum Insta Talk "Grèves du climat : Les jeunes exigent une action urgente"**

Les jeunes militants pour le climat mènent la lutte contre la crise climatique. Comment s'organisent-ils, quel type d'actions mènent-ils et comment ont-ils adapté leur militantisme au monde pandémique ? Participez à la conversation avec Ivy Boileau, militante du mouvement Jeunesse pour le climat en France. Nos followers peuvent se joindre à la conversation sur le [compte Instagram de la FMS](#).

## **COMITÉS, SUIVI, GROUPES DE TRAVAIL,**

---

**Le CDDG rédige actuellement une recommandation du CM sur la responsabilité des élus locaux et régionaux.**

Le groupe de travail du CDDG chargé de cette tâche (GT-RE) a examiné lors de sa 3ème réunion du 14 juin, tenue par vidéoconférence, une deuxième version du projet, qui vise à fournir des lignes directrices pour l'établissement de la responsabilité. Cette future norme devrait donner un cadre juridique aux modalités selon lesquelles les représentants démocratiquement élus peuvent être sanctionnés, et notamment perdre leur mandat avant terme, en cas d'abus de pouvoir. Elle énumère également une série d'aspects complémentaires comme les mécanismes de contrôle, la définition du périmètre de responsabilité, les meilleures pratiques en matière de gouvernance d'entreprise, d'audit et d'évaluation des politiques, de transparence, d'accès à l'information, de sensibilisation. Le CDDG devrait procéder à l'adoption finale du projet lors de sa 14e réunion plénière (29-30 novembre 2021).

**Le GRETA reprend les visites de suivi :** Le GRETA effectue sa troisième visite d'évaluation au Portugal du 14 au 18 juin 2021.

### **28ème réunion du Comité des Parties à la Convention contre la traite des êtres humains**

La 28ème réunion du [Comité des Parties](#) à la [Convention du Conseil de l'Europe sur la lutte contre la traite des êtres humains](#) s'est tenue à Strasbourg le 4 juin. Le Comité a adopté des recommandations concernant la [Bulgarie](#), le [Danemark](#), la [Géorgie](#), le [Monténégro](#) et la [Roumanie](#), sur la base des rapports d'évaluation du troisième cycle du GRETA. Mme Svala Ísfield Ólafsdóttir (islandaise) a été élue membre du GRETA pour un premier mandat allant jusqu'au 31 décembre 2022. Le Comité a également élu l'Ambassadeur Christian Meuwly (Suisse) et

l'Ambassadeur Marie Fontanel (France) comme, respectivement, son nouveau Président et Vice-président, pour un premier mandat d'un an.

## ACTIVITÉS DE COOPÉRATION

---



### **Bon gouvernement et participation des jeunes : ELOGE dans le Frioul-Vénétie Julienne**

[Le Centre d'expertise pour la bonne gouvernance](#) soutient la première mise en œuvre du Label européen d'excellence en matière de gouvernance (ELOGE) en Italie, dans la région de Frioul-Vénétie Julienne, en collaboration avec l'Association italienne du Conseil des communes et régions d'Europe - Fédération Frioul-Vénétie Julienne (AICCRE FVG) et l'Institut de sociologie internationale de Gorizia (ISIG).

Dans ce cadre, AICCRE FVG et l'ISIG ont organisé un webinaire intitulé "Regards vers le Futur. Les jeunes citoyens européens entre participation politique et bonne gouvernance locale en Frioul-Vénétie Julienne". L'événement visait à sensibiliser les jeunes étudiants à l'importance de la participation publique et de la bonne

gouvernance au niveau local, et à promouvoir la mise en œuvre en cours d'ELoGE, qui implique actuellement 18 municipalités de la région.

En particulier, Mariano Zufferli et Claudia Pollano, respectivement maire et conseillère en charge des réseaux et projets européens de la municipalité de San Pietro al Natissone, ont présenté leur expérience du programme ELoGE au sein de leur propre municipalité.



## Formation à la bonne gouvernance à Chypre

Des autorités publiques compétentes et capables sont essentielles pour assurer une bonne gouvernance démocratique. C'est pourquoi le [Centre d'expertise pour la bonne gouvernance](#) continue de soutenir la mise en œuvre de la stratégie nationale de formation à Chypre, en coopération avec le ministère de l'intérieur, les syndicats de municipalités et de communautés, et l'Académie chypriote d'administration publique.

Trois sessions de formation de formateurs sont organisées en ligne en juin. Elles sont consacrées à la mise à jour des connaissances des boîtes à outils sur la participation civile et sur le suivi et l'évaluation des formations. En outre, de nouvelles boîtes à outils du Conseil de l'Europe seront présentées, telles que la planification municipale stratégique, le label européen d'excellence en matière de gouvernance, l'Académie du leadership et la dernière boîte à outils développée par le Centre d'expertise, les stratégies de renforcement de la résilience (ReBuS), qui intègre la gestion de crise et le renforcement de la résilience dans la planification stratégique.

Dans la phase suivante, les formateurs chypriotes formés à la mise en œuvre des outils du Conseil de l'Europe fourniront une formation et un soutien pratique à toutes les autorités locales de Chypre.



## Renforcement de la gouvernance métropolitaine dans la sous-région de Lviv, Ukraine

Le [Centre d'expertise pour la bonne gouvernance](#) soutiendra le renforcement de la gouvernance métropolitaine dans la sous-région de Lviv dans le cadre du programme "Renforcer la décentralisation et la réforme de l'administration publique en Ukraine".

Cet accord a été conclu lors d'une réunion en ligne organisée le 9 juin entre Andriy Sadovyi, maire de la ville de Lviv, et Daniel Popescu, chef du département de la démocratie et de la gouvernance.

Le Centre d'expertise pour la bonne gouvernance soutient l'Ukraine dans le développement de la gouvernance métropolitaine depuis plus de deux ans, en se concentrant notamment



## Académie de la bonne gouvernance en Bulgarie

L'Association nationale des secrétaires municipaux de Bulgarie (NAMCB), avec le soutien du [Centre d'expertise pour la bonne gouvernance](#) du Conseil de l'Europe, a organisé la formation au leadership dans le cadre de l'Académie de la bonne gouvernance de la NAMCB.

Pendant cinq jours, du 10 au 14 juin, des participants d'Ukraine, de Serbie, de Macédoine du Nord, de Grèce et de Bulgarie ont échangé leurs points de vue sur des sujets tels que le renforcement des compétences en matière de leadership, le développement des capacités organisationnelles, le leadership communautaire, la gestion des conflits, le développement du capital social, l'intelligence émotionnelle et l'émancipation du personnel. Des maires et des autorités locales de

sur l'agglomération de Kiev. Il contribue également au groupe de travail du comité parlementaire sur le gouvernement local, qui est chargé de rédiger la nouvelle version de la loi sur les agglomérations.

Macédoine du Nord et de Serbie, des professeurs d'université d'Ukraine, de Serbie et de Bulgarie, ainsi que des organisations non gouvernementales de Grèce et de Bulgarie ont partagé leurs expériences à travers divers jeux de rôle.

L'événement a été officiellement ouvert par M. Tyhomir Yanakyev, le maire de la municipalité de Sozopol, en Bulgarie.



## **Ukraine : Méthodologie innovante du CivicLab : soutenir une prise de décision efficace et inclusive**

Participation civile

Le projet du CoE ["Renforcer la participation civile à la prise de décision démocratique en Ukraine"](#) met en œuvre des approches et des mécanismes innovants pour impliquer les citoyens dans la prise de décision aux niveaux local, régional et national. La méthodologie CivicLab, développée dans le cadre du projet, accroît l'efficacité et l'efficience du

## **République de Moldova : Les acteurs électoraux et les médias contre l'utilisation abusive des ressources administratives en période électorale**

Coopération électorale

Le Conseil de l'Europe, en coopération avec la Commission électorale centrale de la République de Moldova (CEC) et le Centre de formation électorale continue de la République de Moldova (Centre de formation), a organisé une [table](#)

processus décisionnel et de la participation civile à celui-ci.

Actuellement, le projet aide plusieurs municipalités pilotes à introduire la méthodologie dans le travail des fonctionnaires. L'administration régionale de l'État de Lviv est devenue la première autorité régionale qui a décidé d'appliquer officiellement la méthodologie CivicLab du CdE dans ses activités. De plus, récemment, les fonctionnaires de l'administration ont reçu un cours de certification sur l'application de la méthodologie CivicLab dans leurs activités, ainsi qu'un encadrement méthodologique dans le processus de planification et d'application de la méthodologie.

La méthodologie CivicLab peut être personnalisée, adaptée et mise en œuvre dans tous les États membres du Conseil de l'Europe et dans le monde entier. La boîte à outils CivicLab est disponible en [anglais](#) et en [ukrainien](#).

[ronde en ligne](#) sur le thème "Sensibilisation des acteurs électoraux et des médias à la lutte contre l'utilisation abusive des ressources administratives en période électorale" le 4 juin 2021.

La table ronde a réuni des experts reconnus dans ce domaine. Plus de 30 participants et un nombre important d'adeptes sur Facebook représentant les acteurs électoraux, les médias et les électeurs potentiels, ont appris comment faire face à la lutte contre l'utilisation abusive des ressources administratives en période électorale, conformément aux meilleures normes nationales et internationales.

À la fin de la table ronde, Mme Rodica Sîrbu, chef de la direction de la communication de la CEC, a lancé un appel aux concurrents électoraux et aux représentants des médias pour qu'ils signent le code de conduite sur le déroulement et le reflet des campagnes électorales lors des élections législatives anticipées du 11 juillet 2021 en République de Moldova.

## **Renforcer la protection des enfants dans la région sud-méditerranéenne**

Le 10 juin, un nouveau portail visant à protéger les enfants contre les abus

## **Un nouveau kit d'entretien pour les victimes de la traite disponible en Tunisie**

*L'Instance nationale tunisienne de lutte contre la traite des personnes*

et l'exploitation sexuelle en ligne a été lancé par le ministère tunisien de la Femme, de la Famille et des Personnes âgées et la Fondation Internet Watch (IWF). Le lancement a été soutenu par le Programme Sud IV du CoE/UE, en coopération avec le Partenariat mondial "End Violence against Children" et l'UNICEF. Cette plateforme contribue aux efforts de la Tunisie pour prévenir les abus et l'exploitation sexuelle contre les enfants en ligne, pour protéger les enfants contre ceux-ci et pour criminaliser les infractions sexuelles commises contre les enfants, conformément à la Convention du Conseil de l'Europe sur la protection des enfants contre l'exploitation et les abus sexuels (Convention de Lanzarote), qui est entrée en vigueur en Tunisie en février 2020.

Le cours HELP "Justice adaptée aux enfants et droits de l'enfant" est maintenant disponible en ligne [en arabe](#). Ce cours présente les normes internationales et les directives pratiques dans le domaine de la justice adaptée aux enfants. Il s'adresse principalement aux professionnels du droit (procureurs, juges, avocats) de la région sud-méditerranéenne actifs dans ce domaine et permettra d'améliorer le traitement des cas d'abus sexuels contre les enfants en utilisant une approche multidisciplinaire dans les pays bénéficiaires.

(INLTP) a lancé un nouveau [kit d'entretien pour les victimes de la traite des êtres humains](#). Ce kit est destiné aux professionnels en contact direct avec les victimes, les témoins ou toute autre personne liée à une situation de traite. Son objectif est d'informer et de guider les professionnels dans leur travail sur la manière d'établir une relation de confiance avec les victimes. L'objectif final est d'identifier les auteurs et d'assurer la meilleure prise en charge possible des victimes, ainsi que leur accès aux droits et services garantis par la loi organique n°2016-61. Ce Kit, composé d'un [Guide d'entretien](#) et d'un [livret de questions standard](#), est l'un des outils pratiques développés dans le cadre du Mécanisme national de référence (MNO) pour les victimes de la traite des personnes qui est actuellement en cours de finalisation par les autorités tunisiennes avec le soutien du Conseil de l'Europe.

## Renforcement du rôle des procureurs dans la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique au Maroc

Le Conseil de l'Europe et la Présidence du Parquet du Maroc ont organisé les 2 et 3 juin, à El Jadida, une session de formation visant à renforcer le rôle des procureurs dans la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique. Au total, 50 procureurs ont pu approfondir leurs connaissances des normes et bonnes pratiques nationales et internationales applicables dans ce domaine, notamment en ce qui concerne la prévention de la violence en période de pandémie, la protection des victimes mineures, ainsi que la violence dans l'environnement numérique. Un nouveau protocole territorial pour la prise en charge des femmes victimes de violence a également été présenté à cette occasion par les autorités marocaines.

## Les aspects sexospécifiques de la migration

La Division de l'égalité entre les femmes et les hommes a participé à un [webinaire](#) organisé conjointement par la Commission des migrations, des réfugiés et des personnes déplacées et la Commission sur l'égalité et la non-discrimination de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe le 3 juin, afin de présenter le travail du [Comité de rédaction sur les femmes migrantes \(GEC-MIG\)](#). Ce webinaire a été une excellente occasion d'entendre parler des vulnérabilités et des discriminations spécifiques aux femmes migrantes et de la nécessaire intégration d'une perspective d'égalité des sexes dans les politiques migratoires.



## Directives de qualité pour les centres d'hébergement pour les victimes de violence à l'égard des femmes et de violence domestique au Kosovo\*.

Le 27 mai, le Conseil de l'Europe, en coopération avec le Ministère du travail et de la protection sociale, Division de la famille et des services sociaux, a [lancé](#) un ensemble de [lignes directrices de qualité pour les refuges destinés aux victimes de la violence à l'égard des femmes et de la violence domestique](#), qui s'appuient sur la Convention d'Istanbul et d'autres normes internationales, ainsi que sur des expériences pratiques et des exemples de bonnes pratiques pour la gestion des refuges pour femmes et des services d'aide aux femmes. Sur la base de ces lignes directrices, le projet du Conseil de l'Europe aidera le ministère à former les travailleurs sociaux et le personnel des refuges.



## Sensibilisation à la Convention d'Istanbul et aux autres normes relatives à l'égalité des genres en Azerbaïdjan

Dans le cadre de l'action PGGII "[Sensibilisation à la Convention d'Istanbul et à d'autres normes d'égalité des genres en Azerbaïdjan](#)", les parties prenantes azerbaïdjanaises ont participé le 31 mai à une [session pilote en ligne](#) sur une méthodologie de jumelage dans le domaine de la violence à l'égard des femmes, de la violence domestique (VAW/DV) et de l'égalité des sexes, basée sur les normes de la Convention d'Istanbul du Conseil de l'Europe. Une fois finalisée, la méthodologie de jumelage aidera les autorités à améliorer leurs politiques et pratiques dans le domaine de la VAW/DV et de l'égalité grâce à l'apprentissage par les pairs. Le 8 juin, [le deuxième d'une série de webinaires](#) expliquant des articles spécifiques de la Convention d'Istanbul a eu lieu, consacré à [l'article 13](#) sur la sensibilisation à la violence envers les femmes. L'objectif de cette série de

webinaires est de contribuer au débat au niveau national sur les raisons pour lesquelles l'Azerbaïdjan devrait adhérer à la convention.



## Nouveau rapport : le rôle crucial de l'évaluation des risques dans la protection des victimes dans les cas de violence contre les femmes et de violence domestique en Turquie

Le rapport "[Assessing and managing risks in cases of violence against women and domestic violence : Strengthening risk assessments, the risk-management system and inter-agency co-ordination in Turkey](#)", examine le cycle complet de la réponse des forces de l'ordre aux cas de violence contre les femmes et de violence domestique. Il fournit des recommandations pour des ajustements à court, moyen et long terme du système actuel d'évaluation et de gestion des risques en Turquie à



## Lancement du cours HELP sur l'accès à la justice pour les femmes dans les pays du Partenariat oriental

Après un [événement](#) régional [de lancement](#) en ligne le 8 juin, six cours nationaux tutorés du cours [HELP](#) (Human Rights Education for Legal Professionals) du Conseil de l'Europe sur l'[accès à la justice pour les femmes seront](#) mis en œuvre en Arménie, en Azerbaïdjan, en Géorgie, en République de Moldavie et en Ukraine, touchant plus de 100 juges et procureurs dans le cadre du *projet PGGII "Accès des femmes à la justice : respect de la Convention d'Istanbul et des autres normes européennes en matière d'égalité des genres"* (voir la [vidéo](#) sur le cours HELP sur l'accès des femmes à la justice).

la lumière des normes internationales  
et des standards de bonnes pratiques.  
Il est disponible en [anglais](#) et en [turc](#).

## BANQUE DE DÉVELOPPEMENT DU CONSEIL DE LE L'EUROPE

---

### La CEB approuve 1 milliard d'euros de nouveaux prêts pour soutenir la reprise inclusive de l'Europe

La Banque de développement du Conseil de l'Europe (CEB) a approuvé [14 nouveaux prêts](#) pour un montant total d'environ 1 milliard d'euros. Le financement soutiendra des investissements dans de multiples secteurs sociaux, tels que la santé, l'éducation et le logement, et améliorera l'accès au financement pour les micro, petites et moyennes entreprises (MPME). Les prêts soutiendront la relance de l'Europe et renforceront la cohésion sociale, en mettant l'accent sur les personnes les plus vulnérables et celles qui ont été durement touchées par la pandémie de COVID-19.

### Le Prix CEB pour la cohésion sociale 2021 est attribué à Eco-Razeni

Le lauréat du [prix CEB de la cohésion sociale de cette année](#) est une entreprise sociale qui offre des possibilités de développement personnel et professionnel aux jeunes défavorisés et handicapés de la République de Moldova. L'organisation combine la formation sur le tas avec la restauration sociale dans les zones rurales, luttant ainsi contre l'exclusion économique et sociale et réduisant les inégalités. Eco-Razeni recevra un prix de 25 000 euros pour son projet innovant de boulangerie sociale.

### La CEB nomme Carlo Monticelli comme nouveau Gouverneur

Le Conseil de direction de la CEB a nommé Carlo Monticelli au poste de gouverneur, à compter du 18 décembre 2021, pour un mandat de cinq ans. M. Monticelli, de nationalité italienne, occupait le poste de vice-gouverneur de la CEB pour la stratégie financière depuis novembre 2015. À ce titre, il a contribué au succès de la CEB dans sa réponse aux défis sociaux auxquels l'Europe est confrontée. Il succédera à Rolf Wenzel, qui a rejoint la Banque en tant que gouverneur en 2011.

### Saint-Marin émet un timbre pour marquer les 65 ans de la CEB

Comme l'a annoncé l'Ambassadeur Bollini, l'[émission philatélique](#) a plusieurs significations. Il s'agit d'une œuvre d'art, destinée à célébrer le 65e anniversaire de la CEB, à laquelle la République de Saint-Marin exprime sa gratitude pour son intervention utile et rapide dans la lutte contre la pandémie dans les États membres. Le timbre souhaite également reconnaître la contribution significative de la Banque à travers ses activités au cours des décennies et il veut rendre hommage à tout le personnel du secteur de la santé pour leur profond engagement dans cette situation d'urgence.

## DIRECTION DE L'ANTI-DISCRIMINATION

---

### EVENEMENTS



An exchange between the human rights monitoring bodies and the sport world

## Forum on Sport and Human Rights

Tuesday 1 June 2021: 9.00 a.m. to 12.30 p.m. (CEST)

### Forum sur le sport et les droits de l'homme

La plupart des droits consacrés par la Convention européenne des droits de l'homme peuvent, d'une manière ou d'une autre, être en jeu dans le contexte du sport. Le travail des autres mécanismes de monitoring du Conseil est également très pertinent pour prévenir et répondre aux violations des droits de l'homme.

Le Forum sur le sport et les droits de l'homme organisé le 1er juin 2021 a mis l'accent sur le travail de ces organes de monitoring, en les rapprochant du monde du sport.

Le forum a examiné 7 des 12 questions relatives aux droits de l'homme qui avaient été mises en évidence dans le cadre de la 16e Conférence des ministres responsables du sport :

- Procès équitable
- Protection des données
- Liberté des médias
- Les jeunes athlètes migrants et la traite des êtres humains
- Droits économiques et sociaux des athlètes, avec un accent sur le droit à la santé
- Racisme, discours de haine et autres types de discrimination dans le sport
- Égalité des genres

Le Forum a fait des propositions sur la manière de les aborder, en coopération avec les organes spécialisés. Ses conclusions, qui ouvrent de nouvelles possibilités de coopération interinstitutionnelle, seront présentées au conseil de direction de l'APES.

Le forum était ouvert au conseil de direction et au comité consultatif de l'APES ainsi qu'aux bureaux des quatre conventions sur le sport. Il a réuni plus de 100 participants, démontrant le vif intérêt de nos parties prenantes pour le renforcement de la protection des droits de l'homme dans le sport.



## Cités interculturelles

Le 9 juin, le programme Cités Interculturelles a lancé un appel à contributions pour la Campagne 2021 à l'occasion de la Journée Mondiale des Réfugiés. Sous le slogan "Our Intercultural City - Our Home", l'objectif de la campagne est de sensibiliser à la nécessité de promouvoir davantage les valeurs de l'interculturalité dans une société diversifiée. La campagne s'articule autour du concept de "chez soi" pour montrer que le chez soi peut signifier beaucoup de choses et, surtout, que le chez soi est pour nous tous. Le [kit d'outils](#) pour les villes participantes a déjà été publié. La campagne est soutenue par le HCR.

## COMITÉS, SUIVI, GROUPES DE TRAVAIL

---

### ECRI

Du 31 mai au 4 juin, l'ECRI a effectué des visites de monitoring au Danemark et à Monaco et va rédiger ses rapports de sixième cycle sur ces pays. Nouvelles sur la visite à Monaco : [La Commission antiracisme du Conseil de l'Europe va préparer un rapport sur Monaco - Nouvelles de la Commission européenne contre le racisme et l'intolérance \(ECRI\) \(coe.int\)](#)

### Minorités nationales et langues minoritaires

Les 31 mai et 1er juin, le Comité consultatif de la Convention-cadre pour la protection des minorités nationales a tenu sa 71e réunion plénière par vidéoconférence. Il a adopté son avis final sur la mise en œuvre de la Convention par la République tchèque et a approuvé son projet d'avis sur la mise en œuvre de la Convention par Saint-Marin. En outre, il a tenu un échange de vues avec le Président et les membres du Bureau de l'ECRI. Le 3 juin, le Comité des Ministres a adopté la Résolution [CM/ResCMN\(2021\)14](#) sur la mise en œuvre de la Convention-cadre par le Monténégro. Les avis du Comité consultatif sur la [Croatie](#) et le [Liechtenstein](#) ont été publiés le 10 juin.

### CDENF

Les 14-15 juin 2021, le Comité directeur du Conseil de l'Europe pour les droits de l'enfant ([CDENF](#)) a poursuivi son examen de la prochaine Stratégie pour les droits de l'enfant (2022-2027) lors d'une session plénière en ligne. Le projet de stratégie révisé devrait être approuvé

lors de la prochaine réunion plénière du CDENF, du 13 au 15 octobre 2021, puis soumis au Comité des Ministres avant la fin de l'année, pour une adoption début 2022.

### **Convention contre le dopage : 53ème réunion du groupe de suivi (T-DO)**

Les 10 et 11 juin 2021, 77 participants de 43 États parties et 7 organisations observatrices se sont réunis en ligne pour faire progresser la mise en œuvre de la Convention contre le dopage. La stratégie et le programme opérationnel du T-DO pour la période 2021-2023, récemment adoptés, reflètent les priorités des États parties en matière de coopération et d'établissement de normes pour la protection de l'intégrité du sport et le soutien aux athlètes propres, ainsi qu'un engagement important à surveiller constamment la qualité des programmes nationaux antidopage. Parmi les mises à jour importantes, citons le travail sur l'amélioration des procédures disciplinaires antidopage, la protection des lanceurs d'alerte, l'éducation, le réseau des laboratoires antidopage, la liste des produits dopants ainsi que l'évaluation de l'Albanie, de l'Azerbaïdjan, de la Bulgarie, de Chypre, de la Croatie, de la Grèce, de l'Italie et du Royaume-Uni.

### **Convention sur la sécurité, la sûreté et le service dans le sport (STCE N° 218) : la Hongrie et l'Allemagne signent la Convention de Saint-Denis**

La Convention du Conseil de l'Europe sur une approche intégrée de la sûreté, de la sécurité et des services lors des matches de football et autres manifestations sportives ([STCE n° 218](#)) a été signée le 2 juin par Péter Sztáray, Secrétaire d'Etat à la politique de sécurité du Ministère des Affaires étrangères et du Commerce de Hongrie et le 7 juin par Rolf Mafael, Représentant permanent de l'Allemagne auprès du Conseil de l'Europe.

La Hongrie et l'Allemagne sont respectivement les 17e et 18e États membres du Conseil de l'Europe à signer cette convention qui a déjà été ratifiée par 20 États membres.

## **ACTIVITÉS DE COOPÉRATION**



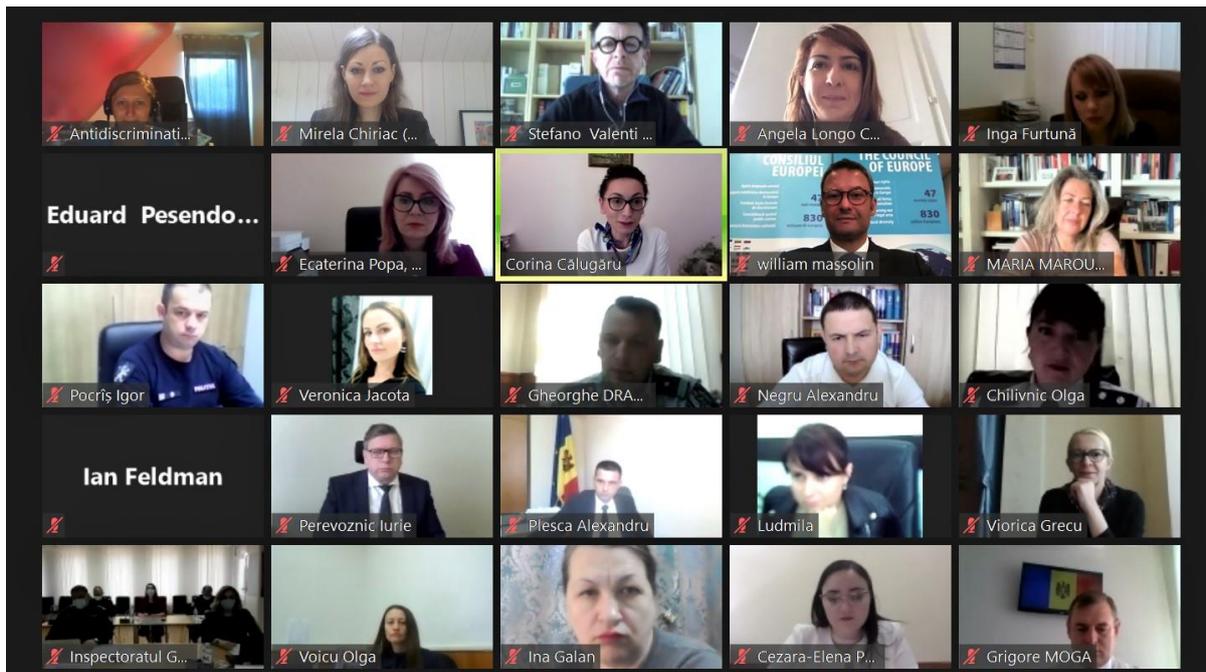
## Rencontrez les ambassadeurs "Non à la haine" qui ont rejoint la campagne "Bloquez la haine. Partagez l'amour".

Dans le cadre de la "[promotion de la diversité et de l'égalité dans les Balkans occidentaux](#)", qui est une composante du programme de la [facilité horizontale II de l'UE-COE](#), une campagne de lutte contre les discours de haine a été lancée en décembre 2020.

Depuis lors, le [site web](#) et les comptes [Facebook](#), [Twitter](#) et [Instagram](#) de la campagne ont considérablement augmenté leur portée quotidienne. Au début du mois de juin, la campagne s'est déplacée au niveau local : elle engage des personnalités publiques importantes et des personnalités éminentes de la région dans l'effort de combattre en particulier les discours de haine dirigés vers les membres des groupes vulnérables, qui ont déjà été touchés par la stigmatisation et la discrimination pendant la pandémie de COVID-19. Les premiers ambassadeurs sont : **Alban Skënderaj**, chanteur, auteur-compositeur, acteur, producteur et personnalité de la télévision d'Albanie, **Edo Maajka**, rappeur, producteur de disques et auteur-compositeur de Bosnie-Herzégovine, **Uta Ibrahim**, célèbre alpiniste du Kosovo, **Danka Kovinić**, joueuse de tennis professionnelle du Monténégro, **Vlatko Stefanovski**, chanteur virtuose de guitare jazz fusion ethno-rock de Macédoine du Nord et **Sara Jo**, auteur-compositeur-interprète et danseuse de Serbie.

Les ambassadeurs seront à l'avant-garde de la campagne, soutenant les activités et les initiatives de sensibilisation dans la région au cours de la période à venir. Issus de différents milieux personnels et professionnels, de différentes nationalités et croyances, ils ont tous un message commun à partager sur le respect, la diversité et l'inclusion. Ils ont rejoint cette campagne parce qu'ils sont convaincus qu'ils peuvent apporter un changement vers une société plus inclusive et plus égale.

- [Regardez les messages vidéo des ambassadeurs "no hate"](#).
- [Regardez les vidéos de lancement de la campagne en anglais, albanais, bosniaque, macédonien ou serbe.](#)



## Table ronde sur les pratiques en matière d'égalité et de non-discrimination en République de Moldova, en coopération avec l'ECRI

Le 3 juin 2021, une table ronde en ligne sur le renforcement de l'égalité et de la non-discrimination a discuté des dernières [conclusions de l'ECRI sur la République de Moldova](#) avec des acteurs nationaux. La table ronde s'est concentrée sur les pratiques réussies en matière de formation des forces de l'ordre et des magistrats sur les crimes de haine et sur les futures mesures à prendre pour lutter contre les crimes de haine et la discrimination dans le pays.

Après la présentation des conclusions de l'ECRI, le Ministère de la Justice, le Ministère de l'Intérieur et le Bureau du Procureur général présentent leurs points de vue sur la lutte contre les crimes de haine et la discrimination. Les bonnes pratiques en matière de formation des forces de l'ordre et du pouvoir judiciaire ont été présentées par l'Inspection générale de la police, l'Institut national de la justice et le Conseil supérieur des procureurs. En conclusion, les institutions participantes ont identifié les directions futures du travail sur la lutte contre les crimes de haine et la discrimination en République de Moldova, soulignant l'importance des synergies et des efforts communs pour s'assurer que les responsables de l'application de la loi et le système judiciaire gagnent la confiance des victimes de crimes de haine et de discours de haine.

*La table ronde a été organisée conjointement par la [Commission européenne contre le racisme et l'intolérance \(ECRI\)](#) et par le projet régional UE - Conseil de l'Europe*

*["Renforcer l'accès à la justice pour les victimes de discrimination, de discours de haine et de crimes haineux dans le Partenariat oriental"](#), financé par l'Union européenne et le Conseil de l'Europe et mis en œuvre par le Conseil de l'Europe dans le cadre du [Partenariat pour la bonne gouvernance](#).*

Lien : <https://go.coe.int/dULKB>

## **CP4 EUROPE - Renforcer les cadres et actions nationaux de participation des enfants en Europe**

Les 15-16 juin 2021, dans le cadre du projet conjoint UE-CoE "CP4 EUROPE - Renforcer les cadres et les actions nationales de participation des enfants en Europe", deux experts du Conseil de l'Europe ont animé un séminaire d'initiation à la participation des enfants en Islande. L'objectif de cet événement, ouvert par le ministre Asmundur Dadason, était de s'assurer que toutes les parties prenantes nationales (ministères, médiateurs, professionnels, organisations de la société civile, enfants) qui seront impliquées dans l'évaluation prévue de la participation des enfants en Islande sur la base de l'[outil d'évaluation de la participation des enfants \(CPAT\)](#) aient une compréhension claire et égale de l'importance de la participation des enfants dans toutes les décisions qui les concernent. Une série de séminaires d'initiation dirigés au

## **Mettre fin à l'exploitation et aux abus sexuels des enfants en ligne @ Europe**

L'événement de clôture du projet du Conseil de l'Europe pour mettre fin à l'exploitation et aux abus sexuels des enfants en ligne @ Europe ([EndOCSEA@Europe](#)) a eu lieu en ligne le 17 juin 2021. Il a été organisé dans le cadre de [Together to #ENDviolence](#), en tant qu'événement affilié à la [série de sommets sur les solutions du](#) fonds End Violence. Trois webinaires ont mis en lumière les questions clés et les résultats concrets du projet. Le premier webinaire a été l'occasion de discuter de l'OCSEA à travers les Conventions de Lanzarote et de Budapest et il comprenait des présentations du Comité de Lanzarote, du T-CY, du Rapporteur spécial sur la traite d'enfants, de WeProtect Global Alliance et du End Violence Fund. Le deuxième webinaire a abordé les principaux résultats et les nouvelles recommandations de la mise à jour de la cartographie de base des

niveau national sera organisée à partir de septembre 2021 afin de promouvoir des mécanismes de participation des enfants plus solides aux niveaux national et local, et de renforcer les capacités de toutes les parties prenantes concernées afin de garantir une participation fructueuse et durable des enfants tout au long du projet et au-delà.

réponses des États membres pour prévenir et combattre l'exploitation et les abus sexuels des enfants en ligne avec des partenaires clés d'Interpol, InHOPE, NCMEC, InSAFE, WeProtect Global Alliance et End Violence. Le troisième séminaire en ligne s'adressait aux parents, aux soignants et aux professionnels travaillant avec de très jeunes enfants pour discuter des messages de "Kiko et les Manymes" pour les enfants de 4 à 7 ans, véhiculés par le livre d'histoires, la vidéo et la brochure destinée aux parents.

## **Activités de sensibilisation organisées par des femmes roms leaders**

Suite à leur participation à un programme de mentorat du programme conjoint UE/Conseil de l'Europe sur l'accès à la justice pour les femmes roms (JUSTROM), les femmes roms ont organisé 17 activités de sensibilisation dans leurs communautés locales en juin 2021. Ces activités ont eu lieu à Plovdiv et Veliko Tarnovo, dans le campement de Suhindol (Bulgarie) ; à Thessalonique, Xanthi et Athènes (Grèce) ; et à Bucarest et Iasi (Roumanie). Les thèmes abordés étaient l'esprit d'entreprise, les droits des enfants, les droits de la famille, la sensibilisation aux services destinés aux Roms sans emploi et à la recherche d'un emploi, les mariages précoces/forcés, etc. Ces activités ont constitué une première étape importante pour les femmes roms leaders de la communauté, qui ont ainsi pu mettre en pratique les compétences acquises lors des sessions de mentorat.

# LA DIRECTION DE LA PARTICIPATION DÉMOCRATIQUE

---

## EVENEMENTS



### Les jeunes, la paix et la sécurité aujourd'hui : succès et défis

Le 8 juin 2021, à l'initiative du [Conseil consultatif de la jeunesse \(CCJ\)](#), le [Conseil mixte de la jeunesse \(CMJ\)](#) a organisé un débat thématique pour marquer le récent cinquième anniversaire de l'adoption de la [résolution 2250 du Conseil de sécurité des Nations unies sur la jeunesse, la paix et la sécurité](#), un texte dont Jayathma Wickramanayake, envoyée spéciale du Secrétaire général des Nations unies pour la jeunesse (message préenregistré), a expliqué qu'il trouve son origine dans un mouvement mené par des jeunes.

En Europe et ailleurs, pour de nombreux jeunes, les conflits prolongés font désormais partie de la vie normale, une situation qui, selon [Inka Hopsu, troisième vice-présidente de la commission de la culture, de la science, de l'éducation et des médias de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe](#), peut constituer un obstacle à la mise en œuvre de la résolution 2250.

Miriam Teuma, Présidente du [Comité directeur européen pour la jeunesse \(CDEJ\)](#), a parlé du style de vie plus restrictif, de l'accès limité à l'éducation, au travail et aux services, de l'auto-isolement et de la distanciation sociale qui ont résulté de la pandémie de Covid-19, dont l'impact a été ressenti dans le monde entier. Miriam a décrit son propre pays, Malte, comme une porte vers l'Europe, et a réfléchi à la façon dont l'immigration résultant d'un conflit est le symbole de problèmes plus profonds et plus répandus.

Selon Rosaline Marbinah, [Représentante spéciale de l'OSCE pour la jeunesse et la sécurité](#), la participation des jeunes et une société civile de la jeunesse habilitante sont primordiales pour combattre le déficit démocratique dans lequel les enfants et les jeunes sont élevés. [Des](#) questions qui ont également été abordées par **Andrea Ugrinoska**, présidente du **Conseil consultatif de la jeunesse (CCJ)** et du **Conseil conjoint de la jeunesse (CMJ)**.

Pour sa part, **Paulína Jalakšová**, membre du **Conseil d'administration du [Forum européen de la Jeunesse](#)**, a souligné le rôle précieux des jeunes et de leurs organisations qui contribuent à une culture de la paix par le biais du dialogue de paix, des processus de réconciliation, et de la compréhension interculturelle en Europe et dans le monde.

**Pia Šlogar**, **Conseil consultatif de la jeunesse (CCJ)**, a parlé de la nécessité d'entendre des voix diverses. L'exclusion des jeunes des minorités de la prise de décision et de l'élaboration des politiques dans le domaine de la jeunesse, de la paix et de la sécurité a un impact disproportionné, à la fois direct et indirect, sur les groupes minoritaires.

Rappelant aux participants que les grandes organisations multilatérales ont été créées principalement pour protéger la paix, **Antje Rothmund**, **Cheffe du Département Jeunesse**, a distingué chacune d'elles par son mandat : l'ONU est un forum de dialogue, de rencontre et d'échange ; l'UE a été créée pour sauvegarder la paix par la coopération économique ; l'OSCE par le dialogue et la négociation entre l'Est et l'Ouest. Pour sa part, le Conseil de l'Europe est fondé sur trois piliers, sans lesquels la paix ne peut être protégée, ceux de la **démocratie, des droits de l'homme et de l'État de droit**.

Enfin, **Graziano Tullio** a expliqué comment le [CentreNord-Sud](#) du Conseil de l'Europe travaille depuis 2018 sur l'agenda de la jeunesse, de la paix et de la sécurité à travers des mesures de confiance, le dialogue interculturel et l'éducation aux droits de l'homme.

Ce débat thématique alimentera désormais les travaux futurs du Conseil consultatif sur la jeunesse dans le domaine de la jeunesse, de la paix et de la sécurité.



## EURIMAGES

---

La très attendue 74ème édition du Festival de Cannes s'ouvrira début juillet avec un film soutenu par Eurimages, 'Annette' du réalisateur franco-américain Léos Carax. Pas moins de 17 autres films avec la participation d'Eurimages ont été sélectionnés pour les différentes sections du festival, dont 8 sont présentés dans la prestigieuse Compétition Officielle. Une petite équipe d'Eurimages sera présente au Marché du Film professionnel du festival du 6 au 17 juillet 2021.

Les groupes de travail d'Eurimages (soutien aux cinémas, promotion et égalité des genres), composés de représentants nationaux du Fonds, se sont réunis en ligne pour préparer les recommandations sur lesquelles le Comité de direction se prononcera lors de sa 163e réunion (24-25 juin).

Le nombre exceptionnellement élevé de projets de coproduction soumis pour le deuxième appel de l'année sera examiné par des groupes de travail en ligne du 15 au 23 juin.

[Lire la suite ' >](#)



---

L'Accord EUR-OPA Risques Majeurs a contribué à la Conférence sur "Les approches modernes dans la surveillance, la prévention et l'évaluation des conséquences des tremblements de terre", organisée par le Centre humanitaire russo-serbe à Nis, Serbie, le 9 juin 2021. Le Dr Evangelia Linda Pelli, directrice du Centre européen de prévention et de prévision des tremblements de terre (Athènes) a fait une présentation en ligne centrée sur l'expérience du tremblement de terre de Samos qui a eu lieu pendant la pandémie de Covid-19.

Sous les auspices de l'accord, la Direction générale de la sécurité incendie et de la protection civile au sein du ministère de l'Intérieur de la République de Bulgarie, en coopération avec le ministère de l'Éducation et des Sciences et le Palais national de l'enfance, a organisé le concours artistique international pour enfants "J'ai vu la catastrophe de mes yeux". L'événement porte sur les connaissances des adolescents en matière de risques de catastrophe, de comportement approprié, de premiers soins pré-médicaux, d'activités des équipes spécialisées dans les incendies et les secours.

## CENTRE NORD SUD

---

Le Centre Nord-Sud du Conseil de l'Europe a lancé un [appel à l'attribution de subventions pour soutenir le développement et la mise en œuvre](#) de stratégies nationales d'[éducation globale/éducation au développement global](#) (GE/GDE) et/ou de réformes politiques dans les pays des Balkans, des Baltes, de Visegrad et de l'Europe du Sud-Est et de la Méditerranée.

D'un montant maximum de quinze mille euros chacune, les subventions seront attribuées à des projets pilotes encourageant les gouvernements et/ou les organisations de la société civile à développer des initiatives et à mettre en place les mécanismes nécessaires pour développer davantage les compétences des éducateurs en matière de GE/GDE. **La période de mise en œuvre des actions devrait commencer le 30 août 2021 et ne devrait pas s'étendre au-delà du 30 avril 2022.**

Les subventions visent à promouvoir des espaces de dialogue et de travail collaboratif entre les différents acteurs des niveaux institutionnels et pédagogiques. Elles visent à garantir une approche continue impliquant différentes parties prenantes pour soutenir les réformes éducatives actuelles entreprises dans les pays des Balkans, de la Baltique, de Visegrad et de l'Europe du Sud-Est et de la Méditerranée, afin de consolider les compétences des éducateurs des secteurs formel et non formel dans le domaine de la GE/GDE.

Une réunion préparatoire s'est tenue le 12 juin pour la Semaine mondiale de l'éducation 2021. La [Semaine mondiale de l'éducation](#) est une initiative annuelle de sensibilisation à l'échelle mondiale qui se déroule pendant la troisième semaine de novembre. C'est un appel à repenser notre monde ensemble, en utilisant l'éducation globale comme un outil de solidarité et de changement et en contribuant à un monde plus durable et équitable. En préparation et pendant la semaine, des solutions sont partagées pour repenser nos habitudes et nos façons de vivre, de dépenser et de consommer, mais aussi pour trouver de nouveaux moyens d'éducation et de socialisation.

À la fin du mois, le Centre Nord-Sud recevra la visite de M. Eamon Gilmore, représentant spécial de l'UE pour les droits de l'homme.

## COMITÉS, CONSEILS, GROUPES DE TRAVAIL

---

Observatoire de l'enseignement de l'histoire en Europe

Le 4 juin, le Conseil d'administration de l'[Observatoire de l'enseignement de l'histoire en Europe](#) a élu les 11 membres du Conseil scientifique, l'un de ses organes constitutifs et garant

de la neutralité et de l'approche scientifique de l'Observatoire pour ses travaux futurs. La liste des membres élus et plus de détails sont disponibles [ici](#).

## CELV

La 77e réunion du Bureau du Comité de direction du CELV a eu lieu les 1er et 2 juin. Les membres du Bureau ont été informés des activités du programme, toutes réalisées en ligne, et qui comprennent un soutien supplémentaire offert aux Etats membres pendant la pandémie. Il a été convenu qu'une stratégie visant à attirer de nouveaux Etats membres devrait être développée lors du prochain Comité de direction en octobre. Le projet révisé de recommandation du Comité des Ministres sur l'éducation plurilingue et interculturelle à la culture démocratique et le projet d'exposé des motifs qui l'accompagne ont suscité la satisfaction.

### Bureaux des organismes statutaires du secteur de la jeunesse : campagne, climat et Covid

Lors de leur réunion des 3 et 4 juin 2021, les Bureaux du [Comité directeur européen pour la jeunesse \(CDEJ\)](#) et du [Conseil consultatif pour la jeunesse \(CCJ\)](#) ont fait le point sur les discussions relatives à une future campagne jeunesse, pris note du travail en cours de la task force sur l'écologisation du secteur jeunesse, et exploré les options possibles pour les prochaines réunions statutaires plénières à la lumière de la situation sanitaire actuelle liée au Covid.

Lors d'une discussion avec le [directeur de la participation démocratique](#), les bureaux du CDEJ et du CCJ ont souligné la nécessité d'aborder ce que la Secrétaire générale du Conseil de l'Europe a appelé le recul démocratique en Europe. Une série d'actions qui, en attendant l'approbation du Conseil conjoint sur la jeunesse en octobre, seraient organisées en 2022 et s'articuleraient autour de l'état de la démocratie aujourd'hui, ont apporté un certain nombre d'idées pour une campagne jeunesse sur la démocratie, la participation significative des jeunes et la digitalisation.

Les Bureaux ont félicité le Conseil consultatif pour la jeunesse pour sa [coopération](#) intensifiée [avec l'Assemblée parlementaire](#) du Conseil de l'Europe. Au cours de la deuxième partie de la session 2021, une motion a été déposée par la Commission de la culture, de la science, de l'éducation et des médias pour [établir un statut de " partenaire jeunesse " avec l'Assemblée parlementaire](#).

Pour plus d'informations sur les [organes statutaires du](#) secteur de la jeunesse et sur leurs [décisions](#).

## **45ème réunion du Comité de programmation pour la jeunesse**

Du 9 au 11 juin, le Comité de programmation pour la jeunesse (CPJ) a tenu sa 45e réunion, qui a eu lieu en ligne en raison de la situation sanitaire actuelle en Europe.

Le CPJ établit et contrôle les programmes du Fonds européen pour la jeunesse (FEJ) et des Centres européens de la jeunesse (Strasbourg et Budapest) et se compose de huit représentants gouvernementaux et de huit organisations non gouvernementales de jeunesse. Il fait partie du système de cogestion du Secteur Jeunesse du Conseil de l'Europe.

Lors de sa réunion de juin, des décisions ont été prises, entre autres, concernant les subventions pour les activités internationales et les plans de travail annuels à mettre en œuvre par les organisations de jeunesse en 2022, ainsi que les sessions d'étude à organiser en coopération avec les Centres européens de la jeunesse, également en 2022. Les critères pour le soutien structurel aux organisations ou réseaux internationaux de jeunesse en 2022 et 2023 et le montant maximal de la subvention pour les projets pilotes locaux en 2022 ont également été convenus.

Le Comité de programmation a suivi de près l'impact de la pandémie de COVID-19 tant sur les activités du Département Jeunesse que sur les projets soutenus par les ONG de jeunesse sur le terrain. La réunion a été l'occasion de faire le point sur la situation, mais aussi de commencer prudemment à planifier l'avenir, puisque 2022 marque le 50ème anniversaire du secteur jeunesse.

## **Comité directeur de la culture, du patrimoine et du paysage (CDCPP)**

L'ordre du jour de la 10e session plénière du CDCPP (18 juin 2021, en ligne) comprendra l'adoption de la stratégie du CDCPP pour 2022-2025, ainsi qu'une proposition de préparation d'un projet de recommandation sur le rôle essentiel de la culture, du patrimoine culturel et du paysage dans la résolution des crises mondiales, avec une attention particulière à l'impact de l'IA dans ces domaines. Responsable de toutes les questions relatives à la culture, le CDCPP entamera des discussions sur un éventuel système de soutien financier public paneuropéen et sur un cadre juridique visant à faciliter les coproductions internationales de séries télévisées. Il y aura une exposition numérique "Free to Create - Create to be Free", des présentations sur le site web d'accueil et le nouveau MOOC de 10 modules sur la Stratégie 21.



## Troisième séminaire régional "La Convention de Faro pour une action concrète en faveur du patrimoine culturel", 10-11 juin 2021

Action concrète, participation active et synergies accrues entre les acteurs du patrimoine ont été les principaux messages du troisième séminaire régional des 10 et 11 juin. Organisé dans le cadre du projet conjoint du Conseil de l'Europe et de l'Union européenne, "*The Faro Way : enhanced participation in cultural heritage*", il était organisé en coopération avec le ministère de la Culture, des Sports et de la Jeunesse de Géorgie et l'Agence nationale géorgienne pour la préservation du patrimoine culturel. Les conclusions des séminaires régionaux serviront d'inspiration à la conférence finale du projet conjoint en novembre, qui célébrera le 10e anniversaire de l'entrée en vigueur de la Convention de Faro.



## Journées européennes du patrimoine

Le comité consultatif du patrimoine durable des JEP s'est réuni le 8 juin 2021 pour discuter des préparatifs du thème partagé de 2022, créant une opportunité pour les communautés des JEP de sensibiliser et de répondre aux défis présentés par le changement climatique, à la fois par la gestion des biens du patrimoine physique et en provoquant une discussion plus large sur le rôle de la culture dans la construction d'un avenir plus durable/résilient. Le thème encourage les personnes de tous âges et de tous horizons à participer à des événements et des activités visant à promouvoir l'importance de la préservation du patrimoine matériel, immatériel et naturel pour les générations futures. Ce thème sera partagé avec les coordinateurs nationaux des JEP.



## Convention européenne du paysage

Préparation du [rapport](#) de la [11e Conférence du Conseil de l'Europe sur la Convention européenne du paysage](#) organisée sous les auspices de la présidence hongroise du Comité des ministres, Strasbourg, Palais de l'Europe, 26-27 mai 2021.

Préparation des documents de travail sur la Convention européenne du paysage pour le Comité directeur de la culture, du patrimoine culturel et du paysage (CDCPP) - 18 juin 2021, point 4.3 : [CDCPP\(2021\)9](#)

## Convention relative à la conservation de la vie sauvage et du milieu naturel de l'Europe (Convention de Berne)

La [3e réunion conjointe](#) du Réseau des points focaux spéciaux de la Convention de Berne sur l'éradication de la mise à mort, du piégeage et du commerce illicites des oiseaux sauvages (IKB) et du Groupe de travail intergouvernemental sur la mise à mort, le prélèvement et le commerce illicites des oiseaux migrateurs en Méditerranée (MIKT) de la Convention sur les espèces migratrices s'est tenue virtuellement du 9 au 11 juin 2021, faisant le point sur les progrès réalisés dans la lutte contre l'IKB et discutant des mesures à prendre pour mettre en œuvre le Plan stratégique de Rome 2020-2030, adopté par les parties à la Convention de Berne en 2019 et par les pays du MIKT en 2020. La réunion a rassemblé les représentants de 26 pays, 37

organisations internationales et nationales observatrices.

Des réunions en ligne ont été organisées avec des homologues concernant la conservation des tortues marines, le réseau Emeraude et une visite d'évaluation sur place pour un dossier en cours.

## ACTIVITÉS DE COOPÉRATION

---



### Appel à projets : CAMPS DE PAIX LOCAUX

Dans le cadre du programme "Jeunesse pour la démocratie", le Conseil de l'Europe [lance un appel à projets locaux visant à aider les jeunes](#) des régions touchées par des conflits à apprendre et à agir ensemble pour le dialogue, la consolidation de la paix et la coopération.

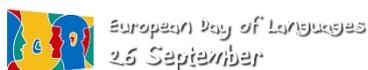
La principale fonction des camps de paix locaux est de permettre aux jeunes des régions touchées par les conflits de se rencontrer, d'apprendre et de vivre ensemble pour s'engager dans des activités de dialogue et de coopération. La dimension locale

des camps doit donner l'occasion de contextualiser les conflits passés ou actuels tout en planifiant/engageant des actions significatives en faveur de la paix.

Les camps de paix locaux peuvent prendre deux formes, en fonction des conditions de voyage, de rencontre et de travail en commun dans chaque communauté ou pays spécifique :

- Activités locales, rassemblant des jeunes d'une ou plusieurs communautés d'une même région ou d'un même lieu.
- Activités bicommunautaires, réunissant des jeunes de deux ou plusieurs communautés de deux régions ou lieux différents.

Toutes les activités devraient impliquer les jeunes intéressés et engagés dans le dialogue et la construction de la paix dans leurs communautés, en les soutenant avec les outils éducatifs et les cadres institutionnels/organisationnels pour agir en tant que multiplicateurs pour la construction de la paix, la transformation des conflits, le dialogue interculturel et l'éducation aux droits de l'homme.



## Journée européenne des langues

CELV

Les relais nationaux de la Journée européenne des langues ont été informés des activités et ressources prévues pour le [20e anniversaire de cette](#) année. Il s'agit notamment d'un livret de "voyage linguistique à travers l'Europe" comprenant plus de 45 langues, d'[autocollants d'accompagnement](#), d'une nouvelle application de défis linguistiques ainsi que d'une multitude de nouvelles fonctionnalités et initiatives pour



## Promouvoir l'intégrité académique

EDUCATION

Dans le cadre du nouveau [programme de bonnes pratiques pour la promotion de l'intégrité académique](#), un panel d'experts indépendants a été mis en place en étroite consultation avec les membres du comité de pilotage du programme. Le panel évaluera et sélectionnera les [pratiques de promotion de l'intégrité académique au cours du COVID-19](#). Il

cette édition spéciale de la Journée  
<https://www.coe.int/edl>.

comprend des experts issus de la communauté universitaire, d'une autorité publique, de la communauté des étudiants, de la communauté de la reconnaissance et des membres du secrétariat du Conseil de l'Europe.



## Renforcer l'éducation à la citoyenneté démocratique en Albanie

Après la sélection de 25 [écoles primaires et secondaires pilotes](#) pour le projet financé par l'Agence suédoise pour le développement international (SIDA) intitulé "[Renforcer l'éducation à la citoyenneté démocratique en Albanie](#)", l'équipe du projet et les mentors des écoles ont commencé à se rendre dans les écoles pour mettre en place les équipes de développement. Sur la base de l'indice d'inclusion scolaire, les équipes de développement aideront les écoles à travers un processus de développement scolaire inclusif, afin de construire des communautés solidaires et de favoriser une éducation de qualité. Au cours des deux dernières semaines, 10 écoles pilotes de Durrës et de la région de Lezha ont été visitées et des réunions avec les équipes désignées ont été organisées pour discuter du projet et en apprendre davantage sur l'engagement des élèves, des parents et des communautés, ainsi que sur les défis auxquels les écoles sont confrontées dans leur travail quotidien.

En parallèle, l'équipe du projet a été invitée à rejoindre un groupe de travail multipartite sur le développement du nouveau projet albanais de stratégie pour le

secteur de l'éducation 2021-2026, dirigé par le ministère albanais de l'éducation, des sciences et de la jeunesse.



## Renforcement des centres de jeunesse pour la politique locale de la jeunesse dans la Fédération de Russie

Un séminaire de formation "50-50" destiné aux spécialistes des autorités locales et régionales et aux responsables d'organisations de jeunesse s'est tenu du 7 au 11 juin à Novosibirsk, en Fédération de Russie. Le séminaire de formation a rassemblé 28 participants de 14 régions de Russie, des représentants des autorités locales et régionales, des responsables et des spécialistes des centres de jeunesse et des espaces jeunesse et des dirigeants d'ONG de jeunesse. Pendant 5 jours de formation, les participants ont exploré ensemble les thèmes de la participation des jeunes, de l'approche du travail de jeunesse et de la politique de la jeunesse basée sur les droits et de la manière dont la



## Conception de services dans le domaine de l'information des jeunes

Le webinaire "Service Design in Youth Information" a eu lieu le 9 juin 2021 dans le cadre de [l'accord de partenariat entre le Conseil de l'Europe](#) (Service Jeunesse) et l'Agence européenne pour l'information et le conseil des jeunes (ERYICA). Elle s'est concentrée sur la "méthodologie du Design Thinking" en tant qu'approche des meilleures pratiques pour concevoir des services numériques. Le principe central est de garder les besoins des personnes au cœur de la démarche. Le processus de conception de services est un outil puissant qui peut être utilisé pour aider les travailleurs de jeunesse à innover de nouveaux services/produits ou à repenser et renforcer les services existants. L'adoption de cette approche

coopération entre les différents acteurs peut être développée pour une meilleure participation des jeunes. Les participants ont élaboré une liste de recommandations pour les centres de jeunesse, ainsi que des plans d'action pour le suivi de l'activité.

Le caractère "50-50" du cours fait référence à l'approche de ces activités qui mettent l'accent sur la coopération entre les autorités publiques et les organisations non gouvernementales (de jeunesse) ; les participants sont en nombre égal de chacun de ces deux groupes de parties prenantes.

L'activité fait partie du plan d'action 2021 de la coopération bilatérale entre le Conseil de l'Europe et la Fédération de Russie dans le domaine de la politique de la jeunesse et a été organisée par le ministère des Sciences et de l'Enseignement supérieur de la Fédération de Russie, le département de la jeunesse du Conseil de l'Europe et le Conseil national de la jeunesse de Russie.

permettrait de tirer parti des succès passés et de garantir la pérennité des services à l'avenir en impliquant activement les jeunes et les parties prenantes à toutes les étapes du développement des services. Cette approche offre un haut niveau d'autonomisation aux jeunes car, tout au long du processus, ils acquièrent de nouvelles compétences et connaissances, et prennent part à la prise de décision.

Ce webinaire a permis d'approfondir la méthode de conception de services, de discuter de son rôle et de son intégration dans les services d'information pour la jeunesse, ainsi que de présenter les résultats du projet *DesYIgn - Service Design in Youth Information*.

# EDQM - LA DIRECTION EUROPÉENNE DE LA QUALITÉ DES MÉDICAMENTS ET DES SOINS DE SANTÉ

---

## Un pas de plus vers une plus grande reconnaissance des normes de pharmacopées harmonisées

Depuis 1989, le Groupe de discussion des pharmacopées (GDP), qui réunit la Pharmacopée Européenne (Ph. Eur.), la Pharmacopée des États-Unis et la Pharmacopée japonaise, a harmonisé plus de 70 chapitres généraux et monographies d'excipients destinés à être appliqués dans les trois régions.

En 2010, 16 de ces chapitres généraux harmonisés (chacun décrivant d'importantes méthodes d'essai pour les substances actives et les médicaments, en complément des textes réglementaires internationaux) avaient été déclarés « interchangeables » par l'ensemble des autorités réglementaires membres de l'ICH (International Council for Harmonization of Technical Requirements of Pharmaceuticals for Human Use). Ces chapitres ont ensuite été publiés comme annexes au *guideline* initial de l'ICH, qui décrit la procédure d'harmonisation.

Depuis lors, l'ICH a intégré sept nouvelles autorités réglementaires de différents continents, certaines disposant de leur propre pharmacopée. Cette expansion s'avère une excellente occasion de continuer à promouvoir la convergence mondiale des normes qualité de pharmacopée via la reconnaissance de l'interchangeabilité - notamment des méthodes d'essais décrites dans les annexes individuelles -, potentiellement par de nombreuses autorités réglementaires membres de l'ICH.

Faisant suite à une proposition du GDP, l'ICH a demandé à ce dernier de tenir le *guideline* et ses annexes à jour et d'initier une phase pilote portant sur la mise à jour de trois annexes sélectionnées en novembre 2020. Dans un premier temps, les quatre nouvelles autorités réglementaires membres de l'ICH disposant de leur propre pharmacopée ont été contactées et invitées à comparer leur propre texte au texte harmonisé, afin d'en évaluer l'interchangeabilité et, finalement, de la déclarer.

La Ph. Eur., hôte actuel du GDP, dirige ce projet pilote. Un premier jalon essentiel a été atteint avec l'implication des Pharmacopées brésilienne, chinoise et coréenne, ainsi que de celle de la TFDA (Taïpei chinois).

Le GDP étudiera les retours des pharmacopées contactées lors de la réunion annuelle du GDP, qui sera accueillie par l'EDQM en octobre 2021, et tiendra l'ICH informée de la progression des travaux. La Ph. Eur. se réjouit de définir des normes qualité qui seront reconnues bien au-delà des États membres du Conseil de l'Europe.

## Publication de nouveaux articles dans *Pharmeuropa Bio & Scientific Notes*

L'objectif du Programme de standardisation biologique (BSP), une activité de l'EDQM cofinancée par la Commission européenne, consiste à valider de nouvelles méthodes de pharmacopée et à établir des préparations de référence de la Ph. Eur. pour le contrôle qualité des médicaments biologiques.

Deux articles sur les conclusions positives d'études menées récemment dans le cadre du BSP ont été publiés dans *Pharmeuropa Bio & Scientific Notes*, la revue en ligne et en accès libre de l'EDQM.

L'un de ces articles, intitulé *Calibration of the Ph. Eur. human coagulation Factor VIII Concentrate BRP batch 6*, décrit une étude du BSP portant sur l'établissement d'un lot de remplacement de la préparation biologique de référence (PBR) du concentré de facteur VIII de coagulation humaine de la Ph. Eur. Elle s'est conclue positivement avec l'adoption du lot 6 de cet étalon de référence par la Commission européenne de Pharmacopée, en juin 2020.

Par le biais du BSP, l'EDQM s'est également tout particulièrement engagée à tenir compte de toutes les méthodes alternatives prometteuses conformes au principe des 3R (remplacement, réduction et raffinement de l'utilisation des animaux à des fins expérimentales), ce dont témoigne la deuxième étude. Intitulée *Collaborative study for the validation of cell line assays for in-process toxicity and antigenicity testing of Clostridium septicum vaccine antigens - Part 2: Optimisation of cell line assays*, elle faisait partie d'un projet majeur dans le cadre du remplacement des essais sur animaux *in vivo* par un titrage sur cellules *in vitro*.

Les conclusions positives de cette étude ont posé les bases de la révision des monographies *Vaccin de Clostridium perfringens pour usage vétérinaire* et *Vaccin de Clostridium novyi (type B) pour usage vétérinaire*. La version révisée de ces deux textes est proposée pour adoption par la Commission européenne de Pharmacopée lors de sa session de juin.

*Cette désignation est sans préjudice des positions sur le statut et est conforme à la résolution 1244 du Conseil de sécurité des Nations unies et à l'avis de la CIJ sur la déclaration d'indépendance du Kosovo.*

Conseil de l'Europe, Avenue de l'Europe F-67075 Strasbourg CedexTel  
. +33 (0)3 88 41 20 00

[www.coe.int](http://www.coe.int)

